

Anthropologie et Sociétés



**Thomas Hylland ERIKSEN : Ethnicity and Nationalism.
Anthropological Perspectives, Londres, Pluto Press, 1993, 180
p., bibliogr., index.**

Ignaki Olazabal

Volume 19, numéro 3, 1995

Pouvoirs de l'ethnicité

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/015380ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/015380ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département d'anthropologie de l'Université Laval

ISSN

0702-8997 (imprimé)

1703-7921 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Olazabal, I. (1995). Compte rendu de [Thomas Hylland ERIKSEN : Ethnicity and Nationalism. Anthropological Perspectives, Londres, Pluto Press, 1993, 180 p., bibliogr., index.] *Anthropologie et Sociétés*, 19(3), 229–232.
<https://doi.org/10.7202/015380ar>

premiers en effet tendent à insister, dans leurs récits de vie comme dans leurs conversations quotidiennes, sur le succès — parfois tout relatif — de leur insertion au sein de la société américaine, alors que pour les seconds, l'expérience hispanique telle qu'ils la vivent aux États-Unis en est souvent une de discrimination et de racisme.

Oboler tire ses données de deux sources principales : une étude historique de l'organisation sociale et politique des hispanophones immigrés ou nés aux États-Unis, et des entrevues qu'elle a effectuées avec vingt-et-un Latinos et Latinas inscrits à des cours d'anglais langue seconde dans une institution new-yorkaise. Son ouvrage est donc solidement fondé, et il constitue tout à la fois une description de l'histoire sociale des hispanophones aux États-Unis, une ethnographie de leurs pratiques identitaires et une étude des processus d'appellation et de représentation ethniques.

Pour la lectrice ou le lecteur rompu aux subtilités de l'analyse de classe, ainsi qu'à celle des contenus idéologiques, la position principale de l'auteure, qui vise à démontrer grâce à son ouvrage que les termes « hispanique », « ethnique », « marginal », etc., sont inexacts et idéologiquement chargés, ne semblera pas vraiment nouvelle. Elle demeure cependant toujours intéressante et d'actualité. Oboler illustre de façon exemplaire le rôle politique et idéologique des représentations ethniques, et le fait que certaines appellations imposées ne correspondent pas du tout à l'identité réelle de celles et ceux à qui on les applique.

Louis-Jacques Dorais
Département d'anthropologie
Université Laval

Thomas Hylland ERIKSEN : *Ethnicity and Nationalism. Anthropological Perspectives*, Londres, Pluto Press, 1993, 180 p., bibliogr., index.

Nous avons ici droit à un bon manuel sur l'ethnicité et le nationalisme du point de vue de l'anthropologie sociale. Si l'auteur, qui est allé à l'école de Barth, ne propose pas véritablement de nouvelles interprétations, il tente de faire clairement le point sur les diverses perspectives anthropologiques, en exposant quelques vues d'actualité sur la question ethnique et nationale. C'est dire que son ouvrage s'appuie essentiellement sur les considérations d'ethnologues contemporains (Anderson, Ardener, Barth, A. Cohen, Comaroff et Comaroff, Eidheim, Epstein, Gellner, Hannerz), mais aussi sur celles d'historiens (Hobsbawm, A.D. Smith) et de sociologues (Giddens, Banton). S'appuyant sur de nombreux exemples, mais notamment sur le cas de l'Île Maurice, Eriksen établit une distinction entre nationalisme et ethnicité, traversée par la notion de classe. Une mise en garde préalable : « Since our concepts, for example ethnicity and nationalism, are our own inventions, we must not assume that the actors themselves have the same ideas about the ways in which the world is constituted — even if they are using the same words as ourselves ! » (p. 16).

La prudence est de mise tout au long du livre. Ainsi : « To the question of "how many ethnic groups exist in Mauritius?", therefore, we must reply that this depends on the situation » (p. 26). En effet, à Maurice comme ailleurs, « individuals have many statuses and many possible identities, and it is an empirical question when and how ethnic identities become the most relevant » (p. 31). L'identité est avant tout un processus négocié (p. 30).

c'est-à-dire qu'elle demeure toujours situationnelle. Eriksen restreint le champ des perspectives conceptuelles en deux camps : les tenants du primordialisme et ceux qui conçoivent la chose de manière purement instrumentale, en tant qu'effet des logiques politiques dues à l'État, au colonialisme et au capitalisme (p. 54); c'est plutôt dans ce camp qu'il se situe lui-même.

La plus longue section du livre, celle qui retiendra davantage l'attention (chap. 1 à 5), porte sur l'ethnicité; suit un commentaire sur le nationalisme, avec Anderson et Gellner comme principales références (chap. 6); dans une troisième partie, Eriksen situe typologiquement les minorités dans l'État (chap. 7). Pour conclure (chap. 8), l'auteur fait un bilan de ce qui, tout en ne relevant pas de l'ethnicité, s'apparente, par les processus idéologiques mis à l'œuvre, au problème ethnique (fondamentalismes, question de genres), pour procéder enfin à une question épistémologique fondamentale :

Is it still analytically fruitful to think about the social world in terms of ethnicity? Perhaps a wider term, such as « social identity » would be more true to the flux and complexity of social processes, and would allow us to study group formation and alignments along a greater variety of axes than a single-minded focus on « ethnicity » would (p. 157).

Eriksen se refuse tout au long du livre à réifier le concept d'ethnicité, qu'il définit à la manière de Barth :

For ethnicity to come about, the groups must have a minimum of contact with each other, and they must entertain ideas of each other as being culturally different from themselves. If these conditions are not fulfilled, there is no ethnicity, for ethnicity is essentially an aspect of relationship, not a property of a group [...] Ethnicity is an aspect of social relationships between agents who consider themselves as culturally distinctive from members of other groups with whom they have a minimum of regular interaction. It can thus be defined as a social identity (based on a contrast vis-à-vis others) characterized by metaphoric or fictive kinship (p. 11-12).

L'ethnicité n'existe donc pas à l'extérieur des relations ethniques, et la question de l'Autre est omniprésente dans ce rapport qui crée le Nous (voir chap. 2). C'est par le biais du stéréotype créateur des catégories Moi (Self) et les Autres (Others) — lequel, utilisé analytiquement par l'anthropologie, « refers to the creation and consistent application of standardized notions of the cultural distinctiveness of a group » (p. 23) — que les frontières sont définies *a priori*. Il s'appuie, pour démontrer la relativité du concept, sur ses travaux sur la société de l'Île Maurice et sur ceux d'Epstein sur la région du Copperbelt.

Niant la prépondérance de l'argument culturaliste, l'auteur opine que la discontinuité entre groupes ethniques est donc d'ordre purement social. On peut ainsi parler d'incorporation ethnique, à l'instar de Handelman, en distinguant entre catégorie ethnique, réseau ethnique, association ethnique et communauté ethnique, c'est-à-dire des groupements volontaires et non déterminés par la culture. Il se dissocie, à cet égard, de Barth en se rangeant derrière Abner Cohen qui défend une position plus fonctionnaliste de l'ethnicité, en en faisant une forme particulière, formelle ou non, d'organisation politique, au travers de laquelle les frontières culturelles sont invoquées afin de défendre le « capital symbolique » du groupe, c'est-à-dire ses ressources (p. 55). Eriksen reconnaît toutefois qu'il s'agit là d'une position excessive, dans la mesure où il est évident qu'il existe dans cette identité sociale un aspect non instrumental, non politique, relevant d'*habitus* spécifiques. Il rejette ainsi la dichotomie de Horowitz entre systèmes polyethniques classés (*ranked*) et non classés (*unranked*), catégorisation beaucoup trop fixiste aux yeux de l'anthropologue, ainsi que la division lévi-straussienne entre sociétés chaudes et froides, celle-ci ne tenant pas compte des identités discrètes, en perpétuelle transformation depuis le bouleversement que constitua l'entreprise coloniale des Occidentaux. À l'instar de Worsley, Eriksen se refuse à considérer la variable de l'ethnicité si elle n'est pas corrélée à celle de la classe sociale. En fait, soutient

Worsley, ethnicité et classe peuvent soit se superposer, soit l'ethnicité traverser la classe, soit les classes être segmentées par l'ethnicité (p. 51).

Au sujet du nationalisme, alors que nombreux sont les ethnologues pour qui « tribu », « groupe ethnique » et « nation » sont des unités inférieures du même genre, l'auteur croit qu'il peut en être autrement. Si pour Anderson le nationalisme se fonde à la fois sur la légitimation politique et le pouvoir des émotions, Eriksen se demande si le nationalisme non ethnique est possible (p. 101). Des sociétés plurielles comme l'Île Maurice ou l'Inde peuvent être des nations. La nation est avant tout une communauté culturelle qui passe par une solidarité entre les urbains et les ruraux, les riches et les pauvres — caractéristique qui constitue, aux dires de Gellner, « une innovation politique » (p. 102) —, au sein de laquelle les citoyens sont censés être intégrés de manière abstraite, anonyme (p. 105). L'idéologie nationale agit dans les sociétés industrielles en contrepartie de cette rupture entre individu et société produite par la modernité.

Mais une idéologie nationale n'est pas toujours le fait d'un groupe hégémonique. La nation mauricienne est imaginée en tant que mosaïque, et le multiculturalisme est tout à fait réel, sans dominance particulière d'un groupe ou d'un autre. Ce qui distingue fondamentalement cette nation, c'est qu'elle est perçue en tant que communauté supraethnique, transcendant plutôt qu'endossant l'ethnicité. La langue nationale (anglais) n'est la langue d'aucun groupe, mais la *lingua franca*. En insistant sur les traits communs acquis par le peuplement et l'histoire, les différents groupes ethniques (Chinois, Créoles, Tamouls, Indiens, Français, Anglais) procèdent dans une voie différente de la consociation, en ce sens que le pouvoir ne se joue pas sur l'échiquier de l'ethnicité, contrairement à la majorité des États africains. Le « mythe des origines » de la nation mauricienne date de la révolte de 1967 (« the riot to end all riots », p. 118). Bien sûr, on ne sait jamais ce qu'il peut advenir des sentiments primordialistes, mais pour l'instant le nationalisme dans ce pays demeure un modèle d'incorporation des citoyens nationaux à travers le monde. Ceci dit, les Mauriciens ne sont pas prêts d'abandonner leur allégeance à des groupes particularistes, et c'est là que la perspective situationniste a du sens : « There are two chief factors militating against the fusion of ethnic categories. First, the family is still important in Mauritius, and parents are not likely to encourage mixed marriages. Second, religion is a strong factor in boundary maintenance » (p. 160).

Eriksen tente, tout au long de son livre, de montrer que bien que les individus tendent toujours plus vers la similarité dans le monde contemporain, ils deviennent de plus en plus différenciés. L'ethnicité apparaît comme une des principales expressions de cette diversification (p. 147). La globalisation du monde peut être contrée par un certain nombre de stratégies, tout aussi puissantes émotivement que le sentiment national ou ethnique. Eriksen expose ici les cinq stratégies formulées par Friedman : le modernisme, la postmodernité, le traditionalisme — exprimé sous le couvert religieux ou ethnique —, le Tiersmondisme, le Quartmondisme — « strategy of "exit from the system" » (p. 151). Celles-ci ne sont pas, bien entendu, mutuellement exclusives. Le mouvement islamique au Moyen-Orient par exemple peut difficilement être reconnu comme un phénomène ethnique, bien que ses composantes s'y apparentent : antimodernisme, traditionalisme et volonté de recréer des aspects disparus de la culture, de la société et de l'identité (p. 152).

L'ouvrage se termine par un crédo situationniste (« empirically, social identities appear fluid, negotiable, situational, analogic (or gradualist) and segmentary », p. 158). L'auteur s'interroge par ailleurs sur l'avenir de l'ethnicité, un phénomène ne découlant pas obligatoirement de la modernité et n'étant pas forcément non plus un produit final (*ibid.*), et il suggère de porter une plus grande attention à ces rapports sociaux silencieux qui prévalent dans les sociétés complexes, au lieu de ne considérer que les événements dramatiques

superspectaculaires (p. 160). Eriksen, dans la veine de l'espérance de Hobsbawm de la fin des nationalismes, voit aussi une échéance à ces derniers, qui s'éteindront, à terme, comme ils sont apparus.

Ignaki Olazabal
Département d'anthropologie
Université de Montréal

Charles TAYLOR, K. Anthony APPIAH, Jürgen HABERMAS, Steven C. ROCKEFELLER, Michael WALZER et Susan WOLF (introduction de Amy GUTMANN, dir.) : *Multiculturalism. Examining the Politics of Recognition*, Princeton, Princeton University Press, 1994, 175 p., index.

Ce volume est un recueil de commentaires de l'ouvrage de Charles Taylor intitulé *Politics of Recognition* et publié en 1992. Cet auteur y expose sa position que commentent les cinq autres auteurs. La question centrale soulevée est la suivante : quelle forme peut adopter un système démocratique en vue de reconnaître le pluralisme culturel d'une société, que celui-ci soit lié au sexe, à l'orientation sexuelle, à l'histoire d'un groupe, immigré ou autochtone, à une catégorisation raciale, à une religion ? Pourquoi en sus des libertés fondamentales et des droits sociaux, les identités basées sur la culture, le sexe, la religion, l'histoire, la race doivent-elles être prises en compte publiquement ?

C. Taylor répond en exposant la genèse en Occident de la notion de reconnaissance comme besoin individuel primordial. Cette notion est en effet à la base des politiques de gestion du pluralisme culturel, ainsi que des demandes de prise en compte de la différence culturelle. Elle repose sur le postulat qu'il n'existe pas d'identité ou d'authenticité personnelle sans dialogue, sans contribution des autres, sans échange. La reconnaissance de cet état de fait n'a cependant pu survenir qu'à la suite de la disparition de hiérarchies sociales basées sur des statuts hérités. À partir de la fin du XVIII^e siècle, alors que les privilèges des Nobles sont réduits et la cosmogonie religieuse moins influente, la notion de hiérarchie sociale immanente perd son sens et apparaissent la notion de dignité inhérente à chacun et celle d'identité personnelle, individualisée. Les êtres humains sont investis de la capacité de déterminer eux-mêmes les valeurs morales qu'ils doivent suivre ; des auteurs romantiques tels que J.J. Rousseau et particulièrement Herder articulent cette notion selon laquelle un individu doit suivre sa voix intérieure pour accéder à ses propres authenticité et valeurs. Une nouvelle représentation se forme et se divulgue : chaque individu et chaque culture ont une nature propre et originale. À partir de cette période, l'avènement des politiques de la reconnaissance était inéluctable et constitue, selon C. Taylor, le fondement même du libéralisme politique.

Celui-ci repose sur la présomption d'une rationalité inhérente à toute personne, d'une aptitude qui oblige au respect du potentiel rationnel de chacune et de son droit à choisir son identité, sa culture (religion, morale, par exemple). Le libéralisme politique ne décrie nullement la diversité culturelle et valorise au contraire la présence de multiples options et contextes culturels comme une condition de l'épanouissement individuel. Néanmoins, ce principe de base a été interprété selon deux versants antagonistes, contradictoires, et deux interprétations du libéralisme politique s'affrontent. Un courant, qualifié de « procédural », veut maintenir une totale neutralité des autorités politiques en matière de définition d'orientations culturelles ou morales. Il milite pour une neutralité absolue de l'État en matière de